



# ABORDER L'INFORMALITÉ PAR L'ÉCONOMIE SOCIALE

## Pourquoi est-il important de traiter l'informalité ?

Plusieurs études et données démontrent que l'informalité peut offrir des emplois, des revenus et un filet de sécurité pour les travailleurs. Néanmoins, à des niveaux élevés, l'informalité peut être un frein à la croissance, à la compétitivité et à la formalisation de l'activité économique (entreprises et travail). L'informalité a des effets économiques et sociaux significatifs et larges, telles que des recettes fiscales plus faibles, limitant la marge de manœuvre en matière de dépenses publiques, y compris pour les systèmes de protection sociale. Elle peut également créer des défis supplémentaires pour le secteur formel en raison de la concurrence déloyale et dissuader les investissements. Enfin, l'informalité freine la croissance des entreprises, car les entreprises informelles ont tendance à rester petites pour échapper aux organismes de contrôle.

L'informalité affecte les pays de l'OCDE et non-OCDE. Par exemple, à l'échelle mondiale, près de 60% des travailleurs ne bénéficient pas des protections accordées aux employés formels. L'informalité du travail est estimée à 16,8% de l'emploi total au sein de l'Union européenne. En Australie, au Chili et en Corée, plus de 25% des travailleurs occupent des emplois informels, tandis qu'en Afrique du Sud, au Brésil et au Costa Rica, ce chiffre varie de 36% à 43%. La prévalence de l'emploi informel dépasse 50% en Argentine, en Colombie et au Mexique, et dépasse 65% en Égypte, au Pérou et en Thaïlande. Dans des pays tels que l'Inde et l'Indonésie, le taux d'emploi informel dépasse 80% (Figure 1).

## Que peut faire l'économie sociale et solidaire ?

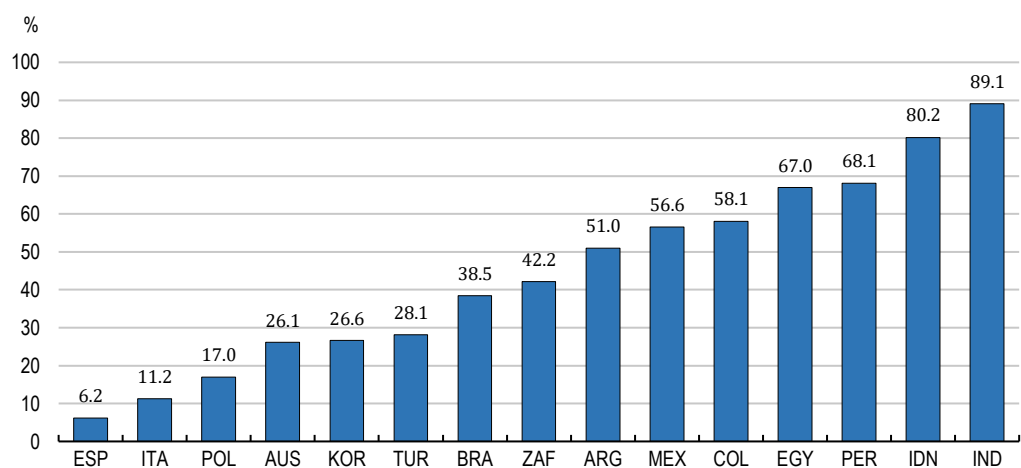
L'économie sociale peut jouer un rôle important dans les défis soulevés par l'informalité. L'abaissement des barrières à l'entrée, les incitations fiscales spécifiques aux organisations de l'économie sociale telles que les coopératives et l'accès à la formation et l'éducation figurent parmi les nombreuses voies par lesquelles l'économie sociale contribue à réduire l'informalité (figure 2). L'économie sociale se distingue également par sa capacité à atteindre les groupes défavorisés, à formaliser le travail par l'intermédiaire de ses structures (notamment les coopératives et les entreprises sociales), à faciliter l'accès à l'information sur les droits du travail et à garantir une répartition plus équitable des bénéfices (Encadré 1).

### Qu'est-ce que l'économie sociale et solidaire ?

L'économie sociale, également appelée dans certains pays économie solidaire et/ou économie sociale et solidaire, est constituée d'un ensemble d'organisations telles que les associations, les coopératives, les mutuelles, les fondations et, plus récemment, les entreprises sociales. Dans certains cas, les initiatives communautaires, locales et spontanées font partie de l'économie sociale en plus des organisations à but non lucratif, ce dernier groupe étant souvent désigné comme l'économie solidaire. L'activité de ces structures est généralement motivée par des objectifs sociétaux, ainsi que par les valeurs de solidarité, la primauté des personnes sur le capital et, dans la plupart des cas, par une gouvernance démocratique et participative.

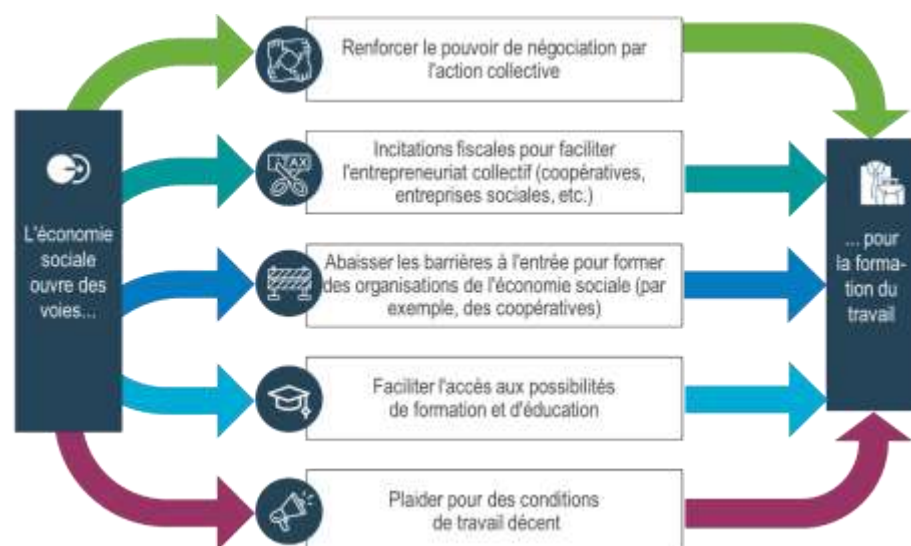
Read more: [OECD Recommendation on the Social and Solidarity Economy and Social Innovation](#)

Figure 1. Part de l'emploi informel par pays dans certains pays de l'OCDE et au-delà



Source: ILOSTAT, 2023

Figure 2. Voies par lesquelles l'économie sociale contribue à réduire l'informalité



## Exemples d'initiatives de l'économie sociale pour soutenir la transition vers la formalité

- Dans le cadre du Plan Pluriannuel pour la période 2024-2027, le Brésil, a introduit le "Programme d'économie populaire et solidaire soutenable" pour stimuler le développement économique et la durabilité climatique. Ce programme capitalise sur le potentiel de l'économie populaire et solidaire pour générer des revenus et renforcer le développement local. Il présente également une stratégie concrète pour lutter contre les taux élevés d'informalité, de pauvreté et d'inégalités de revenus.
- Dans la région de Murcie en Espagne, le Pacte pour l'économie sociale de la région pour la période 2021-2024, vise à davantage utiliser le secteur pour améliorer le bien-être des personnes, renforcer l'inclusion sociale et réduire les inégalités sociales. Le Pacte vise également à réduire l'économie informelle par le biais de la formation des coopératives et autres structures de l'économie sociale en leur fournissant un soutien financier et en déployant des campagnes de sensibilisation ainsi que de la guidance notamment en matière de fiscalité.

## Leçons des travaux de l'OCDE avec la Colombie



### Travaux pour la Colombie dans le cadre de l'initiative nationale : Protection sociale et lutte contre l'informalité : s'appuyer sur l'économie sociale et solidaire en Colombie

Les travaux de l'OCDE avec la Colombie ont montré que la promotion d'écosystèmes adaptés peut contribuer de manière significative à libérer le potentiel de l'économie sociale et solidaire (ESS) pour lutter contre l'informalité. Ceci peut être effectué, notamment en renforçant la conformité et l'analyse fondée sur le risque pour les coopératives. Plus largement, l'économie sociale peut soutenir la transition vers la formalisation du travail et de l'activité dans de nombreux secteurs économiques (e.g., collecte et recyclage des déchets). Le projet OCDE/Colombie a produit les résultats suivants:

Le projet OCDE/Colombie a produit les résultats suivants:

- Analyse de l'écosystème de l'économie sociale à l'aide de l'outil [UE/OCDE Better Entrepreneurs Policy Tool](#).
- Trois ateliers de travail axés sur l'écosystème de l'ESS, l'informalité et les contributions de l'ESS, et les systèmes d'information de l'ESS. Ces ateliers ont permis de partager les expériences internationales du Brésil, du Canada, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de l'Irlande, de l'Italie, du Mexique, du Portugal et du Salvador.
- Les [points saillants et principales recommandations](#) pour la Colombie.
- Un rapport sur la [contribution des coopératives dans la transition de l'informalité vers des emplois formels en Colombie](#)

## Le nouveau projet LEED:

### Aborder l'informalité par l'économie sociale

L'économie sociale peut soutenir la formalisation des activités économiques à travers plusieurs actions. Elle peut permettre aux communautés et aux groupes vulnérables de lancer une activité économique ayant un impact grâce à l'entrepreneuriat collectif et renforcer les marchés du travail existants en offrant des emplois aux groupes défavorisés. Les organisations et entités de l'économie sociale peuvent également agir en tant qu'intermédiaires, en proposant des produits et services offrant des avantages tels que la protection sociale, l'éducation et les services de santé pour soutenir la transition de l'économie informelle à l'économie formelle.

S'appuyant sur les [travaux de l'OCDE sur l'économie sociale](#) dans le cadre du [Programme d'action et de coopération concernant la création d'emplois et le développement économique au niveau local \(LEED\)](#), la [Recommandation de l'OCDE sur l'économie sociale et solidaire et sur l'innovation sociale](#), ainsi que sur les enseignements tirés des [récents travaux sur la Colombie](#), le programme LEED lance un nouveau projet visant à aider les ays, les régions et les villes à aborder l'informalité par le biais de l'économie sociale.

#### Objectifs

Le projet a pour ambition d'atteindre les objectifs suivants :

- **Soutenir** la visibilité de l'économie sociale, en particulier les voies par lesquelles elle contribue à lutter contre l'informalité. Dans de nombreux pays de l'OCDE et au-delà, les structures de l'économie sociale s'emploient à fournir des emplois décents et stables aux travailleurs informels et à faciliter la création d'entités pour l'activité économique. Néanmoins, il convient d'accroître leur visibilité et d'approfondir la connaissance de leur potentiel dans ce domaine spécifique parmi les décideurs politiques à différents niveaux de gouvernement ainsi que parmi le public.
- **Fournir** de la guidance et des options de politiques pour aider à améliorer les conditions-cadres et aider les organisations de l'économie sociale actives dans la réduction de l'informalité à surmonter les défis auxquels elles sont confrontées.
- **Équiper** les pays, les régions et les villes pour qu'ils développent des outils aidant à mettre en place des écosystèmes pour l'économie sociale et pour s'engager de manière plus proactive avec les structures et les entités du secteur pour soutenir les objectifs de lutte contre l'informalité.
- **Offrir des conseils** basés sur des exemples de bonnes pratiques des pays de l'OCDE et au-delà, afin de soutenir la mise en œuvre de stratégies d'économie sociale ciblant l'informalité, en tenant compte des contextes nationaux et locaux.

Ces objectifs seront poursuivis principalement par les moyens suivants :

- **Évaluation** des conditions-cadres et des politiques nationales et locales pour l'économie sociale en général (défis, obstacles et possibilités d'action), plus particulièrement, celles liées à sa contribution à la réduction de l'informalité, les liens avec les secteurs/emploi/création d'emplois, les politiques sociales ainsi que les politiques d'entrepreneuriat et de création d'entreprise.
- **L'apprentissage par les pairs au niveau international** pour soutenir l'échange d'expériences et de bonnes pratiques entre les pays, les régions et les villes sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, ainsi que pourquoi et comment.
- **Des dossiers thématiques** axés sur des priorités sélectionnées en fonction des contextes nationaux et locaux qui mettent en évidence les solutions concrètes de l'économie sociale pour réduire l'informalité (par exemple, les conditions de formalisation, les questions de conformité, la gouvernance des entités de l'économie sociale, l'entrepreneuriat collectif, etc.).

#### Activités et résultats

Dans le cadre de ce projet, l'OCDE développera les activités et les résultats suivants

##### Activités

- **Études de cas** aux niveaux national et local qui fournissent des données et des recommandations de politiques sur l'économie sociale et les voies par lesquelles elle contribue à réduire l'informalité, notamment par le biais des coopératives, des entreprises sociales et d'autres initiatives.
- **Rapports analytiques ou thématiques** qui identifient les priorités stratégiques telles que la conformité, les systèmes d'information, la gouvernance, la mesure de l'impact social, etc. qui doivent être traitées afin d'améliorer les performances et la capacité des organisations de l'économie sociale à réduire l'informalité.
- **Discussions de groupe** avec différents acteurs de l'économie sociale (autorités, universités, praticiens, réseaux, etc.) afin de recueillir des informations et les données pertinentes.
- **Des ateliers et des séminaires d'apprentissage** qui facilitent l'échange entre les pairs, ainsi que le partage des enseignements et des bonnes pratiques sur la manière dont l'économie sociale produit ou pourrait produire des résultats en matière de réduction de l'informalité .

##### Résultats

- **Des notes thématiques** mettant en évidence les principales recommandations politiques et leçons tirées d'exemples internationaux.
- **Rapports internationaux** adaptés aux priorités nationales, régionales ou locales. Ils peuvent prendre la forme de rapports analytiques globaux et/ ou documents axés sur des secteurs ou sujets ciblés.

#### Comment prendre part à ce projet ?

##### Contacts:

Antonella Noya – Head of Unit: ✉ [Antonella.NOYA@oecd.org](mailto:Antonella.NOYA@oecd.org)  
Amal Chevreau – Policy Analyst: ✉ [Amal.CHEVREAU@oecd.org](mailto:Amal.CHEVREAU@oecd.org)

#### La Recommandation de l'OCDE sur l'économie sociale et solidaire et l'innovation sociale !

La Recommandation promeut le potentiel de l'économie sociale à créer de nouveaux modèles d'entreprise, à fournir des services essentiels, à contribuer à une transition plus équitable, verte et numérique, à impliquer les jeunes et à construire des communautés locales résilientes. Elle reconnaît la diversité des pratiques et la nécessité de disposer d'outils de politiques applicables à un éventail de contextes nationaux et à des niveaux divers de développement de l'économie sociale.



[Accéder à la Recommandation](#)

#### À propos de l'Unité de l'économie sociale et de l'innovation de l'OCDE et du Centre de l'OCDE pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes

L'OCDE a commencé à travailler sur l'économie sociale il y a plus de 25 ans pour aider les gouvernements nationaux, régionaux et locaux à concevoir et mettre en œuvre des stratégies pour soutenir l'économie sociale et solidaire et les entreprises sociales, en leur fournissant des recommandations sur mesure et fondées sur des données probantes. Ce travail s'inscrit dans le cadre du programme de l'OCDE pour le développement de l'économie et de l'emploi au niveau local (LEED).

Le Centre aide les gouvernements locaux, régionaux et nationaux à libérer le potentiel des entrepreneurs et des petites et moyennes entreprises, à promouvoir des régions et des villes inclusives et durables, à stimuler la création d'emplois locaux et à soutenir de bonnes politiques touristiques.